

Conseil des relations interculturelles

**Rapport
annuel
1996-1997**

Le contenu de cette publication a été rédigé par le
Conseil des relations interculturelles

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1500-D, rue Jean-Talon Nord
Sainte-Foy (Québec)
G1N 2E5

Dépôt légal 1997
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-551-17948-3
ISSN 0712-4600

© Gouvernement du Québec, 1997

Tous droits réservés pour tous pays.
La reproduction par quelque procédé que ce soit
et la traductions même partielles, sont interdites
sans l'autorisation des Publications du Québec.

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport annuel du Conseil des relations interculturelles pour l'exercice financier qui a pris fin le 31 mars 1997.

Ce rapport rend compte de l'ensemble des activités du Conseil et contient de nombreux renseignements d'intérêt public.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le ministre des Relations avec les citoyens
et de l'Immigration,

André Boisclair

Montréal, décembre 1997

Monsieur André Boisclair
Ministre des Relations avec les citoyens
et de l'Immigration
Hôtel du Parlement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 19 de la *Loi sur le Conseil des relations interculturelles* (L.R.Q., c. C-57.2), je vous transmets le rapport de nos activités pour l'exercice 1996-1997.

Je vous saurais gré, et vous en remercie à l'avance, de bien vouloir transmettre ce rapport annuel à l'Assemblée nationale.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments respectueux et dévoués.

Le président du Conseil des relations
interculturelles,

Arlindo Vieira

Montréal, décembre 1997

Table des matières

Message du président 9

Partie I

Présentation du Conseil des relations interculturelles 11

1. L'organisme 11
2. Les objectifs du Conseil 11
3. Les moyens d'action du Conseil 11
4. La composition du Conseil 12
5. Les ressources humaines 12
6. Les ressources financières 13
7. L'accès à l'information 13
8. Le centre de documentation 13

Partie II

Bilan des activités 15

Introduction 15

1. Les réunions du Conseil 15
2. Les activités du Conseil 15
 - 2.1 Les avis 15
 - 2.2 Les mémoires 16
 - 2.3 La consultation publique 17
3. Les activités de communication et de promotion 19
 - 3.1 Les conférences et les allocutions 19
 - 3.2 Les relations avec la presse et les activités médiatiques 19
 - 3.2.1 Les médias 19
 - 3.2.2 Les communiqués de presse 21
 - 3.3 La participation à des colloques, séminaires et conférences 21
4. La coopération, la concertation et le partenariat 22
5. La participation à des comités extérieurs 22
6. Autres activités 23
7. Travaux en cours le 31 mars 1997 23

Annexe A

Liste des organismes participants 25

Annexe B

Liste des organismes ayant déposé un mémoire 33

Annexe C

Liste des publications du Conseil 35

Message du président

L'année 1996-1997 a été marquée par un amendement à la loi constitutive du Conseil, qui a changé son nom en celui du Conseil des relations interculturelles et a consacré un changement d'orientation dans la foulée de la création du nouveau ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. Entrées en vigueur le 4 septembre 1996, ces modifications législatives ont recentré le mandat du Conseil sur les relations interculturelles dans le cadre de la citoyenneté pluraliste.

Ce nouveau mandat résulte des orientations adoptées par le Conseil à la suite de l'importante consultation tenue au printemps et à l'automne 1996. Cette consultation d'envergure a suscité la participation de plus de 1 100 personnes à des forums et à des ateliers publics ayant eu lieu dans 14 régions administratives et le dépôt de 48 mémoires, dont 37 ont été présentés en audiences publiques à Montréal. Elle a révélé que les grands principes qui fondent le cadre civique commun recueillent le consensus dans notre société et que les composantes de ce cadre civique sont largement partagées. Le Conseil a aussi noté une convergence d'opinions sur les politiques visant à affirmer la citoyenneté et à reconnaître la diversité. La plupart des participants les voient même comme un instrument important pour orienter le développement collectif de la société québécoise.

Cette consultation aura surtout confirmé que, au-delà du discours d'ouverture et de tolérance, des actions plus énergiques et plus cohérentes avec ce discours sont nécessaires. Plusieurs recommandations ont été faites pour répondre aux défis actuels de la démocratie pluraliste et pour adapter la société et les institutions aux exigences du cadre civique commun, en réduisant les écarts entre les principes et la réalité, dans différents secteurs de la vie publique.

Dans le deuxième volet de cette consultation, le Conseil a cherché à définir les conditions pouvant favoriser l'émergence d'un projet collectif relié à l'attraction, à l'intégration et à la rétention des immigrants dans l'ensemble des régions du Québec. Pour le Conseil, ces trois aspects sont liés et doivent être adaptés aux contextes régionaux. Ce projet collectif nécessite aussi la mobilisation de l'ensemble de la population qui doit être informée et sensibilisée à l'importance de cette politique. Cette nouvelle approche de la régionalisation, élaborée dans un esprit de réciprocité, devra s'appuyer sur les perspectives de développement régional et sur la prise en charge par les régions des politiques d'immigration et d'intégration.

Les réflexions du Conseil à la suite de cette consultation ont mené à la publication de deux

importants avis sur chacun des volets soumis à la discussion publique. En plus de la distribution de ces avis aux participants, des conférences de presse ont été organisées dans cinq villes, soit Montréal, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke et Hull, pour assurer leur diffusion auprès de l'ensemble de la population.

Il convient aussi de signaler la présence et la contribution active du Conseil dans plusieurs grands dossiers qui préoccupent notre société. Ainsi, à l'occasion de la consultation sur la réforme de la sécurité du revenu, le Conseil a présenté un mémoire devant la Commission parlementaire des affaires sociales faisant valoir la nécessité de l'adaptation des programmes prévus par cette réforme aux besoins particuliers des personnes immigrantes. Le Conseil est également intervenu devant la Commission parlementaire de l'aménagement et des équipements pour faire valoir la nécessité et la prise en compte de la diversité ethnoculturelle par la future Commission de développement de la métropole et dans le traitement des questions reliées au développement social, économique, culturel et démographique de la métropole montréalaise.

Les activités du Conseil, dont le siège social a été relocalisé en cours d'année, se sont réalisées en dépit d'importantes compressions budgétaires et de diminutions de postes qui ont limité ses capacités d'intervention. Ce nouveau contexte a nécessité la mise sur pied d'un comité de réflexion en vue de l'adoption d'un plan stratégique qui tienne compte des nouvelles orientations et qui donne suite aux attentes exprimées par les participants aux consultations du Conseil.

Tout ce travail n'aurait pu se réaliser sans l'engagement, la constance et le dévouement de la plupart des membres du Conseil, et en particulier des responsables des groupes de travail. Tous les employés du Conseil doivent être remerciés également pour la qualité de leur travail. Les uns et les autres ont permis de faire face aux restrictions et aux difficultés de gestion et de remplir à l'intérieur de délais raisonnables, le mandat spécial qui avait été confié au Conseil. Surtout grâce à eux, nous envisageons poursuivre avec confiance les orientations définies par les transformations qu'a subies le Conseil au cours de cette année. Parce que les défis sont multiples mais stimulants, nous croyons que le Conseil saura les relever et qu'il aura les moyens d'y faire face.

Le président,

Arlindo Vieira

Partie I

Présentation du Conseil des relations interculturelles

1. L'organisme

Le Conseil des relations interculturelles, autrefois connu sous le nom de Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, a été créé par une loi de l'Assemblée nationale adoptée le 20 décembre 1984 et amendée à quelques reprises. Le Conseil est un organisme permanent et autonome de consultation et de recherche qui a comme fonction principale de conseiller le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration dans la planification, la coordination et la mise en œuvre des politiques gouvernementales relatives aux relations interculturelles et à l'intégration des immigrants, notamment quant au rapprochement interculturel, à l'ouverture au pluralisme et à la solidarité entre les générations.

Œuvrant dans la perspective de faire en sorte que la prise en compte du pluralisme et de la diversité ethnoculturelle soit suffisamment marquée pour permettre d'assurer le respect des droits et libertés de la personne, de susciter la solidarité sociale et d'actualiser l'égalité des individus, le Conseil est un lieu d'échange d'idées et d'information entre les principaux secteurs de la société. C'est pourquoi il sollicite des opinions, reçoit et entend les requêtes et les suggestions de personnes et de groupes et consulte régulièrement les organismes et les intervenants socio-économiques intéressés par ces questions.

Il saisit, sous forme d'avis, le ministre de toute question relative aux relations interculturelles et à l'intégration des immigrants qui requiert l'attention ou l'action du gouvernement et lui soumet ses recommandations.

2. Les objectifs du Conseil

- Soutenir les citoyens, indépendamment de leurs différences, appartenances ou origines, dans leur accession à la pleine citoyenneté en travaillant à éliminer toutes les formes d'exclusion sociale.
- Faciliter l'intégration des immigrants, notamment par des mesures visant à augmenter leur mobilité sociale par l'emploi, la qualification professionnelle et linguistique.
- Favoriser l'égalité réelle de tous les citoyens et la participation des Québécois de toutes origines à la vie collective par des mesures prenant en compte les caractéristiques culturelles et les besoins particuliers des individus qui en sont exclus à cause de leur origine ou de leur appartenance à un

groupe minoritaire ou qui sont victimes de xénophobie, de discrimination ou de racisme.

- Faire reconnaître le pluralisme et la diversité ethnoculturelle du Québec comme un atout dans le développement d'une société québécoise inclusive et solidaire et l'enrichissement qu'apporte à la société québécoise la vitalité de ses diverses cultures.
- Travailler à répandre une présence visible et équitable de la diversité et à assurer le reflet et le respect du caractère pluraliste de la société québécoise dans toutes les sphères de l'activité sociale, culturelle et politique, et en promouvoir l'épanouissement dans les limites définies par le respect des libertés et droits fondamentaux des personnes et des collectivités ainsi que des valeurs démocratiques, et la nécessité de partager un cadre civique commun unissant les citoyens au-delà de leurs différences.
- Soutenir l'adaptation des institutions publiques, parapubliques et privées à la diversité ethnoculturelle et à la réalité pluraliste et pluriculturelle.
- Encourager, auprès de l'ensemble de la société, les activités de sensibilisation et d'éducation civique sur les exigences du cadre civique commun dans une société pluriculturelle, et sur les droits et obligations des Québécois de toutes origines dans une citoyenneté partagée.
- Contribuer à l'élaboration et à la réalisation d'une politique d'éducation interculturelle et définir les orientations générales en matière de relations interculturelles. Soutenir le rapprochement des groupes qui vivent une situation d'isolement et favoriser la résolution des tensions intercommunautaires et la prévention de conflits dus aux différences culturelles.

3. Les moyens d'action du Conseil

- Solliciter des opinions, recevoir et entendre les requêtes et les suggestions de personnes et de groupes sur les questions relatives aux relations interculturelles et à l'intégration des immigrants.
- Consulter régulièrement les organismes et les intervenants socio-économiques intéressés par ces questions.

- Effectuer ou faire effectuer les études et les recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de la fonction du Conseil.
- Rendre publics les avis présentés au ministre, ainsi que les études, les recherches et les mémoires produits sur des questions particulières.
- Collaborer avec les associations et les organismes œuvrant auprès des immigrants et des Québécois d'origines diverses et favoriser, le cas échéant, leur concertation.
- Collaborer avec des organismes dont les actions ou les recherches visent le rapprochement interculturel et l'intégration des immigrants.

4. La composition du Conseil

Le Conseil se compose de quinze membres, dont un président, nommés par le gouvernement. Les membres doivent représenter la diversité de la société québécoise et sont nommés par le gouvernement après consultation des organismes les plus représentatifs parmi ceux qui s'occupent pour l'ensemble du Québec des questions reliées au rapprochement interculturel et à l'intégration des immigrants.

Le sous-ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration ainsi que le secrétaire participent aux séances du Conseil, sans droit de vote.

À l'exception du président dont le mandat est de cinq ans, la durée des mandats des membres du Conseil est de trois ans et peut être renouvelé une seule fois. Le poste de vice-président a été aboli le 28 mai 1996. En conséquence, le Conseil était constitué des membres suivants au 31 mars 1997 :

Membres	Nomination
Arlindo Vieira , président	8/03/95
Rivka Augenfeld	3/05/95
Jocelyn Berthelot	3/05/95
Armand J. Elbaz	3/05/95
Jean Luc Gouveia	3/05/95
Miriam Green	3/05/95
Khéroun Jamal	3/05/95
Marcel Kabundi	3/05/95
Huu Trung Nguyen	3/05/95
Mercedes Orellana	3/05/95
Eufrossini M. Papadimitriou	3/05/95
Brenda Paris	3/05/95
Jasmire Polifort	3/05/95
Augustin Raharolahy	3/05/95

Membres désignés (sans droit de vote) :

Nicole **Fontaine**, sous-ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration

Mireille **Andry**, secrétaire générale du Conseil

M. Rocco Di Zazzo a remis sa démission au cours de l'année.

5. Les ressources humaines

Le Conseil des relations interculturelles s'appuie, pour la réalisation de ses activités, sur un secrétariat formé d'un personnel de la fonction publique qui voit à réaliser les études et les recherches ainsi qu'à offrir le soutien professionnel requis par les travaux et les activités du Conseil.

La direction du Conseil est assumée par le président, qui en est le porte-parole officiel. Il voit à la mise en œuvre des décisions du Conseil. La secrétaire générale, sous l'autorité du président, agit à titre de secrétaire du Conseil et en administre le budget ainsi que les ressources matérielles et humaines. La secrétaire générale ayant été relevée de ses fonctions en cours d'année, les membres, nommés *ad hoc* à chaque réunion, ont exercé à tour de rôle les fonctions de secrétaire du Conseil. Le président a remplacé la secrétaire générale dans l'administration du budget ainsi que des ressources matérielles et humaines.

L'effectif autorisé par le Conseil du trésor était de neuf postes, répartis comme suit :

- un président,
- un cadre (secrétaire générale),
- quatre professionnels,
- trois fonctionnaires.

En raison des compressions budgétaires et du départ assisté à la retraite de l'ancien secrétaire, M. Jacques Johnson, deux postes ont été maintenus vacants.

Au 31 mars 1997, la permanence du Conseil est donc formée des personnes suivantes :

Arlindo Vieira, président
 Mireille Andry, secrétaire générale
 Jacques Johnson, secrétaire (départ assisté à la retraite)
 Régent Chamard, agent de recherche
 Vincent Ross, agent de recherche
 Francine Simoneau, secrétaire principale
 Martine Jore, agente de secrétariat.

Outre les effectifs du secrétariat du Conseil et du bureau du président, le personnel du Conseil était réparti en deux services. Les principales fonctions assumées par ces services étaient ainsi définies.

— *Le service de recherche/action*

Le service de recherche/action analyse l'évolution de l'intégration des immigrants et des relations interculturelles au Québec. C'est à ce service que revient la responsabilité de préparer la plupart des avis, des commentaires, des études et des mémoires donnant lieu aux recommandations adressées au gouvernement. Il assure aussi la liaison et les actions que le Conseil développe, de plus en plus, avec les milieux intéressés par ces questions.

— *Le service de l'administration*

Le service de l'administration est chargé de la gestion des ressources humaines, matérielles et financières. En outre, il agit comme soutien en ce qui concerne le secrétariat et la réception.

Après un premier déménagement en cours d'exercice, le siège social du Conseil des relations interculturelles a été à nouveau relocalisé et est situé présentement au 770, rue Sherbrooke Ouest, bureau 8.18, Montréal (Québec) H3A 1G1.

6. Les ressources financières

Le budget du Conseil

Le budget du Conseil des relations interculturelles est compris dans le budget du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, programme 3, élément 3.

Ventilation des crédits

Super-catégories et catégories	1996-1997 (000 \$)
Fonctionnement – Personnel	
01. Traitements	548,2
02. Autres rémunérations	24,7
Total	572,9
Fonctionnement – Autres dépenses	
03. Communications	15,8
04. Services professionnels	20,6
05. Entretien	1,0
06. Loyer	165,0
07. Fournitures	10,0
08. Équipement	0,5
11. Autres dépenses	0,5
Total	213,4
Capital – Autres dépenses	
08. Équipement	2,0
Prêts, placements et avances	1,0
Total	789,3
Effectif total	9

Les dépenses du Conseil

Pour l'exercice financier 1996-1997, les dépenses du Conseil se sont établies comme suit :

Catégories	Dépenses (000 \$)
Fonctionnement – Personnel	
01. Traitements	420,0
02. Autres rémunérations	61,4
Total	481,4
Fonctionnement – Autres dépenses	
03. Communications	31,0
04. Services professionnels	38,4
05. Entretien	14,5
06. Loyer	140,0
07. Fournitures	6,5
08. Équipements	1,0
11. Autres dépenses	2,0
Total	233,4
Capital – Autres dépenses	
08. Équipement	0,0
Prêts, placements, avances	0,0
Total des dépenses	714,8

7. L'accès à l'information

Le secrétaire du Conseil est responsable de l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Durant l'exercice financier, le secrétaire n'a pas eu à répondre à une demande de documents en vertu de cette loi.

8. Le centre de documentation

Le centre de documentation marque sa présence dans les milieux documentaires dont la thématique est associée à l'immigration, à l'intégration des immigrants et aux relations interculturelles. Accessible aux chercheurs, aux étudiants ainsi qu'au grand public, le centre est devenu un lieu important de la recherche documentaire dans ces domaines.

Enrichi au fil des ans par différentes acquisitions, la collection (monographies, documents officiels, périodiques, ouvrages de référence) offre plusieurs services propres à répondre aux principaux besoins de la recherche et de l'information dans le domaine de l'intégration socio-économique des immigrants et des membres des minorités ethnoculturelles. Le centre répond annuellement à beaucoup de demandes de recherches par téléphone et de consultations sur place.

Partie II

Bilan des activités

Introduction

Le Conseil a réalisé au cours de l'exercice 1996-1997 plusieurs activités reliées à son mandat. Entre autres, il a produit plusieurs documents de travail en relation avec les consultations menées à travers le Québec, deux avis qui ont été présentés au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et deux mémoires ayant fait l'objet d'audiences publiques en commission parlementaire. La consultation majeure menée au cours de l'année couverte par le présent rapport annuel avait fait l'objet d'activités préparatoires en 1995-1996.

1. Les réunions du Conseil

Au cours de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1997, le Conseil a tenu sept séances régulières. Aux réunions plénières, il faut ajouter plusieurs réunions de travail des deux comités *ad hoc* formés chacun d'environ la moitié des membres.

Au cours de l'année, le Conseil a adopté les deux avis qui sont présentés dans la section 2.1 et a transmis au gouvernement et à ses partenaires, dans le cadre du sommet socio-économique d'octobre 1996, plusieurs de ses réflexions sur l'appauvrissement et l'intégration socio-économique des immigrants.

Les membres ont aussi eu à prendre position sur la réforme de la sécurité du revenu et sur la Commission de développement de la métropole. Nous revenons sur ces dossiers à la section 2.2 du présent rapport.

Les membres du Conseil ont aussi rencontré le nouveau ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, monsieur André Boisclair, pour discuter des orientations de son nouveau ministère, des diverses préoccupations relatives aux relations interculturelles et du nouveau mandat du Conseil.

Enfin, ils ont amorcé une réflexion sur l'avenir du Conseil et sur la définition de son mandat. Cette réflexion s'est poursuivie dans les mois suivant la fin de l'année financière.

2. Les activités du Conseil

2.1 Les avis

2.1.1 Un Québec pour tous ses citoyens : les défis actuels d'une démocratie pluraliste

Cet avis marque un tournant majeur dans les orientations du Conseil. La loi constitutive du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, entrée en vigueur le 4 septembre 1996, a introduit des changements importants au mandat du Conseil. Depuis cette date, celui-ci est devenu le *Conseil des relations interculturelles* et son mandat est recentré sur les relations interculturelles et sur l'intégration de la diversité ethnoculturelle dans le cadre de la citoyenneté, plutôt que sur la promotion des communautés culturelles. Cet avis consacre ce changement : adopté le 3 février 1997 par les membres du Conseil, il met en relief les valeurs fondamentales et les principes de base constituant le cadre civique commun de la société québécoise, tout en tenant compte de la diversité, afin d'assurer la pleine participation de tous les Québécois à la vie collective.

Cet avis est le résultat d'une consultation publique d'envergure dans quatorze régions administratives, laquelle avait été précédée par la diffusion d'un document intitulé *Bâtir ensemble notre devenir. Un projet singulier d'un Québec pluriel*, permettant de lancer les discussions. Cet avis, qui porte fondamentalement sur l'adaptation de la démocratie québécoise à une société pluraliste, a été élaboré à partir des consensus dégagés au cours de cette consultation relativement aux grands principes qui fondent le cadre civique commun et ses principales composantes. Il précise les actions et les adaptations à réaliser pour faciliter l'intégration et la participation de tous, indépendamment de leurs origines, dans six différents secteurs de la vie publique. Les tournées régionales ont été suivies par le dépôt de quarante-huit mémoires, dont trente-sept furent présentés en audiences publiques. Soixante-et-une recommandations sont proposées afin de mettre en place une politique de relations interculturelles qui permettra d'affirmer et d'approfondir la citoyenneté en y incluant la diversité ethnoculturelle. Par cet avis, le Conseil établit le cadre général pour l'action du gouvernement dans ce domaine, de façon à répondre aux exigences de la démocratie et du pluralisme. Un ensemble de

pistes d'action et de moyens concrets sont proposés pour combler le «déficit démocratique» que le Québec connaît sous le rapport de la représentativité et combattre l'exclusion d'une partie de ses citoyens, notamment les minorités ethnoculturelles et les minorités visibles. Les recommandations du Conseil offrent l'occasion d'actualiser l'ensemble des politiques gouvernementales et ouvrent de nouvelles perspectives d'action pour les prochaines années.

2.1.2 L'immigration et les régions du Québec : une expérience à revoir et à enrichir

Adopté par le Conseil des relations interculturelles à sa réunion du 10 février 1997, l'avis, soumis au ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, vise à favoriser l'émergence d'un projet collectif relié à l'attraction, à l'intégration et à la rétention des immigrants sur l'ensemble du territoire québécois. Le Conseil y suggère, à l'intérieur de dix-huit recommandations, une nouvelle approche de la régionalisation de l'immigration. Cette approche est fondée sur un esprit de réciprocité et s'appuie sur les perspectives de développement régional et sur la prise en charge par les régions, qui en auront exprimé l'intention, de l'application des politiques d'immigration et d'intégration.

Ces recommandations sont issues d'une vaste tournée de consultations publiques dans quatorze régions administratives, auxquelles ont participé plus de 1 100 personnes, et de propositions émises par quarante-huit organismes et individus ayant soumis des mémoires. De plus, quatre-vingt-dix-huit personnes, comprenant des présidents ou des directeurs généraux de conseils régionaux de développement, des sous-ministres adjoints des secrétariats au développement des régions, des directeurs régionaux du ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration, des responsables d'organismes publics ou communautaires, furent rencontrées au cours d'entrevues privées afin de dégager des moyens concrets pour favoriser la signature d'ententes spécifiques reliées à l'immigration dans chaque région. En somme, ces recommandations cherchent à lever plusieurs barrières qui ont jusqu'ici empêché le Québec d'obtenir les résultats attendus en matière de régionalisation de l'immigration, et à proposer des modèles et des mécanismes susceptibles d'être appliqués à l'ensemble du Québec.

Cet avis est aussi appuyé par une série de six documents de travail qui ont dégagé l'analyse de la situation et des consultations menées en 1996 ; ces derniers sont cités dans l'avis.

2.2 Les mémoires

2.2.1 La diversité ethnoculturelle et la Commission de développement de la métropole

Le 19 mars 1997, le Conseil présentait un *Mémoire sur le projet de loi n° 92, Loi sur la Commission de développement de la métropole* devant la Commission parlementaire de l'aménagement et des équipements. Le Conseil y exprimait son accord sur les principes et les orientations exprimés dans le projet de loi puisque celui-ci correspondait aux orientations qu'il avait déjà eues l'occasion d'exprimer préalablement. Dans ce mémoire étaient aussi soulignés divers points où les enjeux de l'intégration de la diversité peuvent et doivent figurer d'une façon particulière parmi les préoccupations du développement social, économique, culturel et démographique de la métropole mont-réalaise.

Qu'il s'agisse des représentants choisis qui y siègeront, des membres représentant les milieux socio-économiques, des comités qui seront formés ou du secrétariat de la future Commission, le Conseil a rappelé au ministre d'État à la Métropole et aux membres de la Commission parlementaire l'importance de la représentativité de la diversité ethnoculturelle.

De la même manière, le Conseil précisait plusieurs enjeux et intérêts liés à cette diversité qui devraient se refléter dans les champs de compétence ou d'intervention et dans les fonctions de la Commission.

En somme, le Conseil voulait s'assurer d'une représentativité adéquate de la diversité, autant dans les activités décisionnelles et consultatives et dans le personnel que dans les orientations et les priorités de la Commission.

2.2.2 La réforme de la sécurité du revenu

Le mémoire présenté par le Conseil devant la Commission parlementaire des affaires sociales, le 26 mars 1997, s'intitule *La réforme de la sécurité du revenu. Un parcours vers l'insertion, la formation et l'emploi*. Le Conseil a insisté sur quelques principes qui découlent des exigences du cadre civique commun et a suggéré des mesures pour favoriser la prise en compte de la diversité ethnoculturelle et de l'immigration dans l'ensemble de la société québécoise et dans chacune des régions. Comme le Livre vert, qui sert de base à cette consultation, répond en partie à cette suggestion du Conseil, celui-ci a tenu à souligner l'effort fait en ce sens dans l'élaboration de cette politique gouvernementale.

En ce qui a trait aux orientations générales, le Conseil y note avec intérêt que le projet de réforme

affirme à la fois les principes de base qui fondent notre démocratie, appliqués à l'ensemble des citoyens dans leur rôle de travailleurs, avec les droits et responsabilités liés à ce rôle, et reconnaît le principe de la nécessité d'adapter les mesures générales aux besoins propres à certaines catégories de personnes, plus particulièrement les personnes immigrantes. En outre, le Conseil est intervenu pour faire valoir la nécessité d'encourager la participation des membres des communautés ethnoculturelles aux deux instances créées par la réforme, soit le conseil local des partenaires et le comité des usagers entourant les centres locaux d'emploi.

Quant aux mesures particulières proposées, le Conseil rappelle que la prise en compte des besoins des personnes appartenant à des communautés ethnoculturelles n'est pas uniquement une préoccupation montréalaise ; elle doit être présente sur l'ensemble du territoire. Le Conseil suggère aussi plus de souplesse dans l'application des mesures de recouvrement de dettes, l'examen de l'impact des propositions de la réforme visant les revendicateurs du statut de réfugié et propose de tenir compte des différentes contraintes individuelles et institutionnelles rencontrées par les nouveaux arrivants.

Tout en appuyant le réalignement proposé par la présente réforme vers des mesures actives, le Conseil conclut en la nécessité d'un engagement de l'ensemble de la société, qui passe autant par l'État que par les individus, les collectivités locales et les différents acteurs sociaux et économiques.

2.3 La consultation publique

Étape n° 1 — Forums régionaux de discussion

Cette vaste consultation a été organisée par le Conseil des relations interculturelles avec la participation des conseils régionaux de développement, des secrétariats au développement des régions et de plusieurs autres partenaires régionaux.

Des ateliers de réflexion ont eu lieu dans plusieurs villes du Québec et ont regroupé des participants provenant de différents milieux (travail et affaires, éducation, justice et sécurité publique, santé et services sociaux, culture et communication, vie municipale et habitation).

Les principales activités reliées à la réalisation de la consultation publique comprennent :

- la rédaction et la traduction d'un document de consultation intitulé *Bâtir ensemble notre devenir. Un projet singulier d'un Québec pluriel* ;
- la planification de la consultation ;

- les démarches auprès de l'Association québécoise des organismes régionaux de concertation et de développement et du Secrétariat au développement des régions ;
- les prêts de ressources du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration ;
- le soutien et la logistique pour les tournées de consultation dans les 14 régions administratives, dont :
 - les six ateliers avec thématiques ;
 - la sélection et la formation du personnel d'animation et de liaison ;
 - les secrétaires, les animateurs, les agents de liaison ;
 - le questionnaire sur la régionalisation ;
 - l'envoi des invitations, les documents de consultation et l'inscription ;
 - la réservation des locaux ;
 - le plan de communication avec les médias, les conférences de presse de lancement, etc.

Voici la liste des coorganiseurs, les lieux et les dates des ateliers de discussion :

- Conseil régional de développement de la Mauricie, Bois-Francs, Drummond – Trois-Rivières – 15 mai 1996.
- Conseil régional de développement de l'Estrie – Sherbrooke – 23 mai 1996.
- Conseil régional de concertation et développement de la région de Québec – Québec – 6 juin 1996.
- Société montréalaise de développement et le Secrétariat au développement des régions - Longueuil – 7 juin 1996.
- Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue – Rouyn-Noranda – 11 juin 1996.
- Conseil régional de développement de l'île de Montréal et le Secrétariat au développement des régions – Montréal – 13, 14 et 15 juin 1996.
- Conseil régional de développement et le Secrétariat au développement des régions – Laval – 17 juin 1996.
- Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay Lac-Saint-Jean – Chicoutimi – 18 juin 1996.
- Conseil régional de développement des Laurentides, le Secrétariat au développement des régions et le Coffret – Saint-Jérôme – 20 juin 1996.
- Conseil régional de développement de l'Outaouais et le Secrétariat au développement des régions – Hull – 26 juin 1996.

- Conseil régional de développement de Lanaudière et le Secrétariat au développement des régions – Joliette – 28 juin 1996.
- Conseil régional de concertation et de développement de la Gaspésie-Les Îles - Carleton - 16 août 1996.
- Conseil régional de concertation et de développement de Chaudière-Appalaches – Saint-Georges de Beauce – 4 septembre 1996.
- Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent – Rimouski – 5 septembre 1996.

Au total, plus de 1 100 participants, à titre individuel ou comme représentants d'organisme, sont venus à l'un ou l'autre de ces forums régionaux pour faire part au Conseil de leurs réflexions ou de leurs propositions au sujet des questions proposées dans le document de consultation.

La liste des organismes participants est présentée à l'annexe A.

Étape n° 2 — Entrevues privées sur la régionalisation de l'immigration

Des entrevues privées se sont déroulées à la même période que la tenue des forums de discussion dans chaque région. Cela permettait de prendre le pouls des intervenants de la région qui ont participé aux ateliers de discussion.

Cent vingt-quatre personnes ont été interviewées au cours de quatre-vingts entrevues réalisées au cours de la période s'étendant de mai à octobre 1996. Ces entrevues ont pour la plupart (73 sur 80) été réalisées dans chaque région du Québec ; les sept dernières ont été faites par téléphone.

Dans chaque région, sauf de rares exceptions, le sous-ministre adjoint du Secrétariat au développement des régions et le directeur général, accompagné parfois du président, du Conseil régional de développement ont été rencontrés et interviewés. De plus, furent aussi consultés au moyen d'une entrevue privée le directeur régional du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et les représentants d'organismes intéressés par la question de la régionalisation de l'immigration et par la possibilité de négocier une entente spécifique, tels les organismes communautaires, la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre, les syndicats et autres regroupements, les municipalités et le ministère de la Métropole.

Pour chaque rencontre, d'une durée moyenne de plus d'une heure, nous nous sommes servis d'un guide d'entrevue pour encadrer les questions concernant le bilan et la politique de régionalisation, une entente spécifique éventuelle, les obstacles rencontrés, les

pistes de solutions et les recommandations suggérées. Des informations statistiques sur la région, sur le marché du travail, le nombre d'immigrants admis dans les dernières années et la présence d'immigrants, permettaient de cadrer les discussions à partir de la réalité régionale.

Étape n° 3 — Audiences publiques

Pour cette étape, les principales activités réalisées comprennent :

- les invitations et les sollicitations auprès des organismes pour présenter des mémoires ;
- l'organisation de la semaine d'audiences publiques :
 - la réservation des locaux et des équipements nécessaires ;
 - le calendrier et les invitations ;
 - la coordination de l'événement ;
 - le soutien logistique ;
- les travaux de synthèse et la préparation des membres du Conseil.

Les audiences se sont tenues du 16 au 20 septembre 1996, dans les locaux de la Maison des régions du Québec, à Montréal.

La liste des organismes ayant déposé un mémoire est présentée à l'Annexe B.

Étape n° 4 — Rédaction des avis et divulgation publique

La dernière étape a permis de faire l'analyse et la synthèse des deux étapes précédentes et a amené le Conseil à préparer deux avis portant chacun sur un volet du mandat. Le premier intitulé *Un Québec pour tous ses citoyens : les défis actuels d'une démocratie pluraliste* et le deuxième *L'immigration et les régions du Québec : une expérience à revoir et à enrichir*.

Pour cette étape, les principales activités réalisées comprennent :

- les rapports et les analyses des comptes rendus d'ateliers, la saisie et le traitement ;
- la synthèse des comptes rendus sur la régionalisation, des mémoires, des entrevues privées ;
- l'analyse du questionnaire sur la régionalisation, la saisie et le traitement ;
- l'analyse des questions particulières – le cadre civique commun (juridique) – et les thématiques des six ateliers ;
- la formation de deux comités de travail et les réunions des comités ;

- la rédaction, la révision linguistique, la mise en page et la reproduction.
- les déplacements.

Les conférences de presse pour la présentation publique des deux avis ont eu lieu aux dates et lieux suivants :

- Avis *Un Québec pour tous ses citoyens : les défis actuels d'une démocratie pluraliste*, Montréal – 12 mars 1997.
- Avis *L'immigration et les régions du Québec : une expérience à revoir et à enrichir*, Québec, Trois-Rivières, Hull et Sherbrooke, respectivement les 25, 26, 27 mars et 28 avril 1997.

3. Les activités de communication et de promotion

Au cours de cette dernière année, le Conseil des relations interculturelles a travaillé à maintenir d'excellentes relations avec ses partenaires et avec les organismes publics qui ont à cœur l'intégration des immigrants et la promotion de relations interculturelles harmonieuses. Afin de présenter ses priorités et de favoriser la discussion sur les solutions à ces questions, le Conseil a participé à diverses activités publiques et médiatiques. La participation du Conseil est aussi souvent sollicitée pour ajouter ses propres réflexions à celles de plusieurs organismes. D'autres événements ont motivé la présence du président, de ses membres ou de son personnel de secrétariat.

Voici un relevé de ces activités de communication et de promotion du rapprochement interculturel : elles se répartissent en conférences et allocutions, en activités médiatiques et en participations à certains événements comme les colloques et les séminaires.

3.1 Les conférences et les allocutions

- Allocution prononcée au cours de la conférence de presse annonçant la consultation sur les relations entre les citoyens, l'intégration des immigrants et la régionalisation de l'immigration – 9 avril 1996.
- Conférence donnée pendant le colloque sur *La problématique de la violence familiale : perspectives des communautés culturelles sud-européennes*, organisé par le Bouclier d'Athéna, le Centro Donne et le Centre d'aide à la famille portugaise – «*Violence conjugale et carrefours méditerranéens*» – 18 avril 1996.
- Entrevue publiée dans *Collectif interculturel*, la revue de l'Institut de recherche et de formation interculturelles de Québec – printemps-été 1996, vol. II, n° 1.
- Allocution à l'occasion du VII^e congrès de l'Association pour la recherche interculturelle à

la Chaire Concordia-UQAM en études ethniques – 21 mai 1996.

- Allocution/article à l'occasion du 25^e Buffet des nations, organisé par le Service d'aide aux néo-Canadiens, Sherbrooke – 25 mai 1996.
- Diverses interventions au Sommet sur l'économie et l'emploi à titre de participant représentant la diversité ethnoculturelle – 12 novembre 1996.
- Conférence intitulée *L'intégration comme moyen de devenir et de se sentir citoyen à part entière*, prononcée au colloque de Québec Multi-Plus – 8 novembre 1996.
- Allocution pendant la conférence de presse à Montréal pour le lancement de l'avis *Un Québec pour tous ses citoyens: les défis actuels d'une démocratie pluraliste* – 12 mars 1997.
- Conférence prononcée à la Chaire Concordia-UQAM en études ethniques dans le cadre de la Journée internationale contre la discrimination raciale, intitulée *Pluriethnicité et citoyenneté dans la société québécoise* – 21 mars 1996.
- Allocution pendant les conférences de presse tenues à Québec, Trois-Rivières, Hull et Sherbrooke pour le lancement de l'avis *L'immigration et les régions du Québec : une expérience à revoir et à enrichir* – respectivement les 25, 26 et 27 mars et 28 avril 1997.

3.2 Les relations avec la presse et les activités médiatiques

L'année 1996-1997 a été très active sur le plan des activités médiatiques. Ainsi, une conférence de presse a été organisée pour le lancement national de la consultation et cinq autres pour la diffusion des avis. De plus, chaque forum régional a été précédé d'un communiqué de presse doublé d'une rencontre avec la presse régionale pour mieux faire comprendre le but et le déroulement de la journée de consultation. Les médias ont aussi été invités à «couvrir» sur place les activités de chaque journée de consultation ainsi que les audiences publiques et la présentation des mémoires. Le président a répondu à beaucoup de demandes d'information et plusieurs entrevues ont été données sur l'un ou l'autre des thèmes débattus sur les ondes de la radio et de la télévision des chaînes nationales ou des postes ethniques ou communautaires.

En voici quelques exemples :

3.2.1 Les médias

- Afrique Tribune – *Gérer la diversité ethnoculturelle – En terme de cohésion sociale, on risque de se retrouver avec deux sociétés, deux Québec* – 26 avril 1996.

- CJAD-AM – Émission *News – The Cultural Communities and Immigration Council will hold public consultations to ask : what is a Quebecer?* – 8 mai 1996.
- CBMT-Canal 13 – Émission *NewsWatch – The Issue of Multilingual Election Brochures* – 8 mai 1996.
- CJAD-AM 800 – Émission *News – Consultations on a Plural Québec* – 8 mai 1996.
- CIBL-FM 101,5 – Émission *Le 17 heures – Importante consultation sur l’immigration* – 8 mai 1996.
- CBF-AM 690 – Émission *Les Nouvelles – Consultation sur l’intégration des immigrants* – 8 mai 1996.
- CBF-AM – Émission *Les Nouvelles – Immigrants/ Le Conseil des communautés culturelles et de l’immigration lance une vaste enquête publique relativement aux immigrants pour déterminer l’état actuel de la situation. Arlindo Vieira, président du CCCI* – 8 mai 1996.
- CJAD-AM – Émission *News – The Cultural Communities and Immigration Council is holding public consultations over the next two months, Arlindo Vieira, Council President* – 8 mai 1996.
- CIBL-FM 101,5 Mtl – Émission *Le Métropolitain – Consultation sur les immigrants* – 8 mai 1996.
- CBM-AM - Émission *News – The Québec Council of Cultural Communities disagrees with Bernard Landry who said electoral information should not be distributed in 19 languages. Arlindo Vieira, head of the Cultural Communities’ Council* – 8 mai 1996.
- CIBL-FM – Émission *Les Nouvelles – Importante consultation sur l’immigration* – 9 mai 1995.
- CBF-AM – Émission *Les Nouvelles – Le Conseil des communautés culturelles et de l’immigration entreprend une consultation publique pour favoriser l’intégration des immigrants à la société québécoise* – 9 mai 1996.
- CBF-AM – Émission *Le Radio Journal – Consultations sur les communautés culturelles* – 9 mai 1996.
- *La Presse – La réalité des néo-Québécois évolue sans cesse – Le Conseil des communautés culturelles entreprend une série de consultations* – 9 mai 1996.
- *Le Devoir – Les rapports interculturels feront l’objet d’un large débat au Québec – Le Conseil des communautés culturelles et de l’immigration tiendra des consultations régionales à partir du 15 mai* – 9 mai 1996.
- *Le Nouvelliste – Consultation sur l’immigration* – 11 mai 1996.
- *La Tribune – Consultation sur l’intégration des immigrants* – 15 mai 1996.
- *La Tribune – L’immigration doit être vue comme une solution – Une tournée de consultation sur l’intégration des immigrants s’arrête à Sherbrooke* – 24 mai 1996.
- *The Gazette – Édition régionale – Conference Studies Immigrants in Montérégie* – 30 mai 1996.
- CBV- AM (Québec) – Émission *Nouvelles – Le Conseil des communautés culturelles et de l’immigration du Québec tient un colloque sur l’intégration des nouveaux arrivants* – 31 mai 1996.
- *La Relève – Une importante consultation sur les relations entre les citoyens, l’intégration des immigrants et la régionalisation de l’immigration* – 1^{er} juin 1996.
- *Brossard-Éclair – De régionalisation et de rapprochement* – 2 juin 1996.
- *Le Courrier du Sud – Les immigrants sont au centre d’une vaste consultation en Montérégie* – 2 juin 1996.
- *Le Journal de St-Hubert – Consultation régionale sur l’intégration des immigrants le 7 juin* – 2 juin 1996.
- CIBL – FM 101,5 – Émission *Le Métropolitain – Consultations sur la régionalisation de l’immigration* – 5 juin 1996.
- CIBL – FM – Émission *Le 17 heures – Le Conseil des communautés culturelles et de l’immigration du Québec organise à Montréal une consultation les 13, 14 et 15 juin afin de voir ce qui peut être fait pour une meilleure prise en compte de la diversité ethnoculturelle du Québec* – 5 juin 1996.
- Radio-Canada – Émission *Le Midi-quinze – Le Conseil des communautés culturelles et de l’immigration lance une série de consultations à travers le Québec pour chercher à définir la diversité ethnoculturelle des Québécois et les fondements de l’appartenance commune* – 6 juin 1996.
- CKRL-FM (Québec) – Émission *Nouvelles – Le Conseil des communautés culturelles et de l’immigration du Québec est à Québec dans sa tournée consultative. – Arlindo Vieira note que les gens de Québec s’intéressent à l’identité des immigrants. – La langue est l’élément-clé de l’intégration* – 6 juin 1996.
- *The Gazette – Advisory Panel Resumes Hearings on Serving Needs of Minorities* – 6 juin 1996.

- CBV-AM (Québec) – *Émission Nouvelles régionales – Le Conseil des communautés culturelles demande une politique de régionalisation de l’immigration* – 7 juin 1996.
- *The Gazette – Put Immigrants Together With Québec Families: Conference* – 13 juin 1996.
- *Nouvelles-Chomedey – Hearings on Relations Among Citizens, Immigrants Integration and Immigration Regionalisation* – 15 juin 1996.
- *Le Journal de St-Bruno – L’intégration des immigrants et la régionalisation en Montérégie* – 15 juin 1996.
- *Brossard-Éclair – Des suggestions pour le Conseil des communautés culturelles et de l’immigration-Guichet unique, jumelage, adapter l’apprentissage du français...* – 16 juin 1996.
- CMCL-Canal 9 – *Émission Les Nouvelles lavalloises – Thèmes : intégration, régionalisation* – 18 juin 1996.
- *Le Quotidien (Chicoutimi) – Régions éloignées de Montréal- Attirer les immigrants, une chose possible* – 19 juin 1996.
- *L’Écho du Nord – Pour mieux intégrer les immigrants qui s’installent dans la région*-19 juin 1996.
- *La Voix des Mille-Îles – Une importante consultation sur les relations entre les citoyens, l’intégration des immigrants et la régionalisation de l’immigration* – 19 juin 1996.
- *Le Droit (Hull) – Intégrer les immigrants* – le 20 juin 1996.
- CBOF-FM (région de l’Outaouais) - *Émission Transit – Certains immigrants de l’Outaouais disent qu’il faut améliorer les mécanismes d’intégration et augmenter leur visibilité dans les médias pour les sortir de l’isolement.* – le 26 juin 1996.
- *L’œil régional (région de Lanaudière) – Bilan de la consultation sur l’intégration des immigrants en Montérégie* – le 29 juin 1996.
- *L’Annonneur – Les Jéromiens consultés sur l’intégration des immigrants* – le 10 juillet 1996.
- *Le Soleil – Gaspésie-Oui aux immigrants s’ils stimulent l’économie* – 19 août 1996.
- CBF-AM 690 - SRC - *Émission Le Midi quinze – Thème : Conseil des relations interculturelles: bilan* – 23 septembre 1996.
- *Independant Satellite (ISN) Télévision (Halifax – Vancouver) – Émission Nouvelles* – 13 mars 1997.

La consultation a donc obtenu un écho important dans les différents médias d’information de la province

et a interpellé le Conseil de différentes façons et sur des sujets variés. Parmi les thèmes qui ont suscité le plus de demandes ou donné lieu à des entrevues de fond, signalons les différents aspects de l’immigration en région, les objectifs visés et les constats observés pendant la consultation.

3.2.2 Les communiqués de presse

- Entre les 6 mai et 19 juin 1996, le Conseil a émis dix communiqués de presse dans autant de régions pour annoncer la tenue des forums régionaux de consultation. Le communiqué est intitulé *Une importante consultation sur les relations entre les citoyens, l’intégration des immigrants et la régionalisation de l’immigration.*
- Le 13 septembre 1996 – *Audiences publiques sur les relations civiques et interculturelles et la régionalisation de l’immigration* – Montréal.
- Le 12 mars 1997 - *Important avis du Conseil des relations interculturelles : Un Québec pour tous ses citoyens : les défis actuels d’une démocratie pluraliste – Les éléments de base d’une citoyenneté québécoise – Un cadre civique commun – Les adaptations institutionnelles nécessaires* – Montréal.
- Le 19 mars 1997 – *Le Conseil des relations interculturelles dépose son mémoire sur le projet de loi sur la Commission de développement de la Métropole : Intégrer la diversité ethnoculturelle, un enjeu du développement économique et social de la métropole montréalaise* – Montréal.
- Le 25, 26 et 27 mars et 28 avril 1997 – *L’avis du Conseil des relations interculturelles sur la régionalisation de l’immigration : les régions veulent avoir leur mot à dire* – Québec, Trois-Rivières, Hull et Sherbrooke.
- Le 26 mars 1997 – *Le Conseil des relations interculturelles présente son mémoire sur le projet de réforme de la sécurité du revenu : lutter contre les dangers d’exclusion et tenir compte de la diversité ethnoculturelle* – Montréal.

3.3 La participation à des colloques, séminaires et conférences

Plusieurs organismes ont également invité le Conseil à participer à différents colloques, séminaires ou conférences. Voici quelques-unes de ces activités auxquelles ont participé activement le président, les membres ou le personnel du Conseil.

- Participation au séminaire organisé par la Direction des politiques et programmes des relations interculturelles du ministère des Relations avec les citoyens et de l’Immigration sur les «*Crimes haineux*», tenu à Montréal, le 19 avril 1996.

- Le président a participé au colloque *Médias communautaires et société*, un colloque d'orientation de Radio Centre-ville tenu à Montréal les 26 et 27 avril 1996. La communication du président, intitulée *Radio Centre-ville, un carrefour de cultures. Intégration et assimilation : la mission de Radio Centre-ville*, a été publiée dans les actes du colloque.
- Colloque organisé par le Centre d'études ethniques de l'Université de Montréal sous le thème: *État, nation, multiethnicité et droits à la citoyenneté* – 1^{er} juin 1996.
- Participation au séminaire promu par le Conseil de la langue française : *Politique linguistique et création culturelle* – 10 juillet 1996.
- Participation au colloque international organisé par le Département de philosophie de l'Université de Montréal sous le thème : *Démocratie, multiculturalisme et diversité humaine* – 2 au 4 novembre 1996.
- Le président a été l'orateur principal du colloque organisé par Québec Multi-Plus dans le cadre de la Semaine du rapprochement interculturel. Titre de la communication : *L'intégration comme moyen de devenir et de se sentir citoyen à part entière* – 8 novembre 1996.
- Participation au colloque organisé par l'Institut interculturel de Montréal sur *Le pluralisme au Québec* – 15 février 1997.
- Rencontre avec les membres de l'Association portugaise du Canada – 8 juin 1996.
- Rencontre avec les membres de l'Association portugaise du St-Esprit – 6 septembre 1996.
- Rencontre avec la direction de la Chaire de tourisme, Université du Québec à Montréal – 8 octobre 1996.
- Rencontre avec les représentants de l'Association multiethnique pour les personnes handicapées du Québec – 17 octobre 1996.
- Rencontre avec des représentants de la Commission des droits de la personne – 29 octobre 1996.
- Rencontre avec les présidents du Conseil des aînés, des jeunes et de la famille, Québec – 12 novembre 1996.
- Rencontre avec le directeur de l'Office franco-québécois de la jeunesse et lancement de la revue *Interculturelle* – 14 novembre 1996.
- Rencontre avec les représentantes de l'Association des femmes arabes – 3 décembre 1996.
- Rencontre avec le président de l'Organisme Axe Québec-Canada-Zaire – 17 mars 1997.

4. La coopération, la concertation et le partenariat

Le travail du Conseil suscite un vif intérêt dans divers milieux. Cet intérêt se traduit notamment par de multiples invitations à participer à des événements organisés par ces groupes. Il se manifeste aussi par des rencontres tenues à la demande des représentants d'organismes préoccupés par l'intégration des immigrants ou par l'évolution des relations interculturelles au Québec. Diverses rencontres résultent aussi de la volonté du Conseil de développer de nouvelles formes de coopération, de concertation et de partenariat avec les organismes.

En voici quelques exemples :

- Rencontre avec les représentants du Conseil régional de développement de la Mauricie, Bois-Francs, Drummond – 2 avril 1996.
- Rencontre avec la direction de la Chaire d'enseignement et de recherche interethniques et interculturels – Chicoutimi – 16 avril 1996.
- Rencontre avec les représentants du Conseil régional de développement du Saguenay Lac-Saint-Jean – 16 avril 1996.

Outre la coopération développée avec différents organismes au Québec, l'expertise des membres du Conseil et de son personnel est reconnue et recherchée, parfois même au niveau international. Cette reconnaissance fait du Québec et du Conseil un modèle souvent envié et un partenaire pour promouvoir la participation des minorités dans le processus démocratique et dans la lutte contre l'exclusion fondée sur l'appartenance à un groupe ethnoculturel ou «racisé».

En 1996, cela a fourni au Conseil l'occasion de recevoir la visite d'une délégation française et guadeloupéenne et d'une délégation portugaise qui étudient de façon comparative le traitement des minorités dans différents pays. Le Conseil a aussi fait une présentation écrite de son historique, des objectifs et des réalisations en vue d'une publication du Conseil de l'Europe sur la question des minorités dans le monde.

5. La participation à des comités extérieurs

Novembre 1996 à janvier 1997 – Un professionnel du Conseil a participé à deux comités de travail, portant sur les thématiques de la *Pauvreté : plus qu'une question de revenu* et *l'Intégration des personnes par l'emploi*, créés par le Conseil de la santé et du bien-être dans le cadre de la préparation du Forum sur le développement social et ayant comme objectif d'y introduire les problématiques particulières vécues par

les immigrants ou les membres des minorités ethnoculturelles. Le président a, par ailleurs, collaboré au comité des partenaires du Forum.

Novembre 1996 – Participation à un comité de travail dans le cadre de la préparation du forum de consultation sur le projet de loi créant la Commission de développement de la métropole et en vue d’y aborder la problématique des minorités dans la métropole montréalaise.

Novembre 1996 – Participation à un comité de travail dans le cadre de la préparation du Forum d’action des milieux culturels et portant sur l’inclusion de la diversité ethnoculturelle dans la création artistique et dans les produits culturels. Ce forum a eu lieu au printemps de 1997.

Mars 1997 – Participation du président au conseil d’administration de la Fondation de la tolérance et au groupe de travail sur les orientations futures de la Caravane de la tolérance présentée dans différentes écoles secondaires du Québec.

6. Autres activités

D’autres activités se sont situées en marge des programmes de consultations et de recherches ou des activités de communication et de promotion proprement dites.

Parmi celles-ci mentionnons :

- la participation du président comme membre du jury du Prix du rapprochement interculturel ;
- la participation aux activités de rapprochement interculturel de la Semaine de la famille ;
- la participation aux Assises nationales des États généraux sur l’éducation ;
- la participation du président à la table des participants au Sommet socio-économique sur l’économie et l’emploi ;
- plusieurs présentations du président dans le cadre de la Semaine interculturelle nationale ;
- la participation du président au Forum de consultation organisé par le ministère de la Métropole sur la Commission de développement de la métropole ;
- la participation du président aux activités de la Table de concertation des organismes de Montréal au service des réfugiés ;
- la collaboration avec l’Auguste Théâtre pour la production d’une pièce de théâtre interculturelle.

7. Travaux en cours le 31 mars 1997

Trois chantiers principaux étaient ouverts, au Conseil des relations interculturelles, au moment de la production de ce rapport annuel. D’abord, l’observation et le suivi de la francisation des immigrants, dans le cadre de la réflexion sollicitée par le groupe de travail nommé par le ministre des Relations avec les citoyens et de l’Immigration, visant à revoir l’ensemble des mesures de francisation. Ensuite, la préparation de la position du Conseil quant à la détermination des niveaux futurs d’immigration, dans le cadre de la planification triennale du ministère et de la consultation publique annoncée par le ministre sur cette question. Enfin, une nouvelle réflexion du Conseil sur l’égalité en emploi. La discrimination systémique est une réalité, et seule une intervention globale pourra y mettre fin ou en diminuer les effets. Un programme proactif reste le moyen le plus efficace pour contrer, de façon systémique, la discrimination faite aux minorités. Le Conseil a donc décidé d’ouvrir un chantier de travail sur cette question et d’en faire le centre de ses activités au cours de la prochaine année.

Annexe A

Liste des organismes participants

Région du Bas-Saint-Laurent (01)

Archevêché de Rimouski
Bureau de la député Solange Charest
Carrefour agricole
Coalition urgence rurale
Comité de coordination des F.R.
Commission scolaire La Neigette
Communication-Québec
Conseil régional de concertation et de développement
Famille d'accueil du 1^{er} stage d'immersion en milieu rural
Ficelles pour l'accès des femmes au travail
Hydro-Québec
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Ministère de la Culture et des Communications
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration – Direction régionale de Québec
Municipalité du Bic
Municipalité de Trinité-des-Monts
Office des personnes handicapées du Québec
Société québécoise de développement de la main-d'œuvre
Société de développement des régions
Stage d'immersion pour immigrants en milieu rural
Sun Life du Canada
Université Laval
Université du Québec à Rimouski
Université du Québec à Rimouski, Département de sociologie
Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ
Ville de Rimouski

Région du Saguenay Lac-Saint-Jean (02)

AISEEC Chicoutimi inc.
Cégep de Jonquière
Centre de solidarité internationale
Centre Travail-Québec
Centre d'enseignement et de recherche
Chambre de commerce de Chicoutimi
Commission scolaire de Chicoutimi
Communication-Québec
Conseil régional de concertation et développement du Saguenay Lac-Saint-Jean
Conseil de la culture
Fédération des syndicats de l'aluminium
Fédération des travailleurs du Québec
Maison des familles
Maison commerciale Stador

Ministère des Affaires municipales
Ministère de l'Éducation, Jonquière
Ministère des Transports du Québec
Ministère des Ressources naturelles du Québec
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Municipalité de Saint-Ambroise
Regroupement ethno-culturel
Sagamex inc.
Secrétariat au développement des régions, Jonquière
Sécurité publique
Société Alcan
Société québécoise de développement de la main-d'œuvre, Chicoutimi
Université du Québec à Chicoutimi

Région de Québec (03)

Aide juridique
Association des Polonais de Québec
Association des fonctionnaires issus des communautés culturelles
Association des femmes africaines du Québec
Association amitié Québec-Madagascar
Cabinet du ministre du développement régional
CASA latino-américaine
Cégep de Sainte-Foy
Cégep F.-X.-Garneau
Centre culturel islamique de Québec
Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale – Québec
Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse
Centre DIFFUDI international
Centre hospitalier Saint-Sacrement
Centre international des femmes
Centre multiethnique de Québec
CLSC de la Basse-Ville
CLSC Laurentien
CLSC Sainte-Foy/Sillery
Cofi de Québec
Comité régional des relations interculturelles
Commission scolaire des Découvreurs
École Sainte-Geneviève
Commission des écoles catholiques de Québec
Commission de la capitale nationale du Québec
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Québec
Commission scolaire Lévis-Bellechasse
Communication-Québec
Confédération des associations linguistiques et culturelles du Québec

Conseil de la culture
 Conseil régional de concertation et développement de
 la région de Québec
 Conseil du statut de la femme
 Corporation des travailleurs immigrants
 Développement des ressources humaines – Canada
 École Cardinal-Roy
 École primaire Dominique-Savio
 École secondaire de Rochebelle
 F-X Garneau international
 Institut de recherche et de formation interculturelles
 de Québec
 Jeunesse du monde
 L'Amie
 La Ruche Vanier
 Maison internationale de Québec inc.
 Ministère de la Sécurité du revenu
 Ministère de la Culture et des Communications –
 Québec
 Ministère des Relations avec les citoyens et de
 l'Immigration – Direction régionale de Québec
 Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science
 et de la Technologie
 Musée de la civilisation
 Orientation Travail
 Perspectives XXI inc.
 Protecteur du citoyen
 Ressources-Entreprises
 Secrétariat au développement des régions
 Service d'aide à l'adaptation des immigrants
 Société patrimoine urbain
 Société Radio-Canada
 Société québécoise de développement de la main-
 d'œuvre, Québec
 Sûreté du Québec
 Université Laval
 Ville de Sainte-Foy – Service de la protection publique
 Ville de Québec
 VOIR Québec

Région de Trois-Rivières (04)

Association de promotion touristique de Grand-Mère
 Cégep de Trois-Rivières
 Centre d'aide aux néo-Canadiens, Cap-de-la-
 Madeleine
 Centre d'intégration au travail
 Centre de détention, Trois-Rivières
 Centre de formation et d'intégration au travail de
 Trois-Rivières
 Centres jeunesse Mauricie Bois-Francs
 CLSC de l'Érable
 CLSC Les Forges
 Comité d'accueil aux néo-Canadiens, Trois-Rivières
 Comité de solidarité Tiers-Monde
 Commission scolaire Jean-Rivard
 Commission scolaire de Trois-Rivières

Commission scolaire des Chênes
 Commission scolaire de Victoriaville
 Corporation de développement de l'érable
 Fédération Caisses populaires Desjardins, Trois-
 Rivières
 Gendarmerie royale du Canada
 Grand Conseil de la nation Waban-Aki inc.
 Ministère de l'Éducation, Trois-Rivières
 Ministère des Relations avec les citoyens et de
 l'Immigration, bureau de Trois-Rivières
 Ministère des Relations avec les citoyens et de
 l'Immigration – Direction régionale de l'Estrie
 SPRINT Trois-Rivières inc.
 Sûreté du Québec
 Syndicat des enseignants de la Riveaie
 Syndicat de l'enseignement des Vieilles Forges
 Table de concertation agro-alimentaire du centre du
 Québec
 Ville de Plessisville

Région de l'Estrie (05)

ACEF – Estrie
 Café-Bistro A.L. Van Houtte
 Centre pour les femmes immigrantes
 Centre régional d'entrepreneurship
 Centre St-Michel
 CFLX FM radio communautaire
 Club de recherche d'emploi de l'Estrie
 Cofi de l'Estrie
 Commission scolaire catholique de Sherbrooke
 Conseil régional de développement – Estrie
 Corporation des métiers d'art du Québec
 Escalé
 IDÉE
 Ligue des droits et libertés, Sherbrooke
 Mairie, Lac-Mégantic
 Ministère des Relations avec les citoyens et de
 l'Immigration – Direction régionale de l'Estrie
 Ministère de l'Éducation du Québec, Direction
 régionale de l'Estrie
 Ministère de la Justice, Sherbrooke
 Ministère des Affaires municipales
 Ministère de la Culture et des Communications,
 Sherbrooke
 Office municipal d'habitation de Sherbrooke
 Régie régionale de la santé et des services sociaux –
 Estrie
 Secrétariat au développement des régions
 SEMO, Sherbrooke
 Service d'aide aux néo-Canadiens, Sherbrooke
 Société québécoise de développement de la main-
 d'œuvre, Sherbrooke
 Université de Sherbrooke

Région de Montréal (06)

Afrique au féminin
Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux
Amitié chinoise de Montréal
Archevêché de Montréal, Office des communautés culturelles
Association des directeurs d'école de Montréal
Association des enseignants haïtiens du Québec
Association des GRT du Québec
Association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées
Association nationale des Canadiens d'origine indienne
Association pour l'éducation interculturelle du Québec
Bibliothèque Mile-End
Bureau du député de Mercier
Cabinet du ministre au Développement des régions
CARIM, Ville de Montréal
Carrefour latino-américain
CDEC Centre-Nord
CDEC CDN/NDG
Cégep du Vieux-Montréal
Centraide
Centrale de l'enseignement du Québec
Centre américain multiethnique
Centre communautaire de Côte-des-Neiges
Centre d'aide à la famille
Centre d'étude des Noirs
Centre d'études ethniques, Université de Montréal
Centre de créativité Gésu
Centre de crise Le Transit
Centre de profrancisation
Centre de réadaptation Constance Lethbridge
Centre de recherche d'emploi de l'Est
Centre de ressources en éducation populaire
Centre jeunesse de Montréal
Centre juif d'orientation et d'emploi
Centre justice et foi
Centre social d'aide aux immigrants
Centre Travail-Québec, Ahuntsic
Cité de la santé Laval
CLSC Parc Extension
Coalition des congrès juifs, helléniques et italiens
Collège Dawson
Collège de Bois-de-Boulogne
Commission canadienne des droits de la personne
Commission de la santé et de la sécurité au travail
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Commission des écoles catholiques de Montréal
Commission des écoles catholiques de Verdun
Commission des écoles protestantes du Grand Montréal
Commission scolaire Baldwin-Cartier
Commission scolaire Lakeshore
Commission scolaire Sainte-Croix
Communauté urbaine de Montréal
Congrès hispano-canadien
Congrès national des Italo-Canadiens
Conseil des arts de la CUM
Conseil des normes de la publicité
Conseil régional de développement
Consulat général du Portugal
Corporation d'habitation Jeanne-Mance
Diane Lemelin communication-conseil
École Félix-Leclerc
École François-Perrault
École Lemoyne d'Iberville
École nationale d'administration publique
École primaire Socrate
Enjeux-Carrière
Entraide logement
Entraide ukrainienne de Montréal
Fédération des professionnels chinois canadiens
Filière employabilité
Fondation travail sans frontières
Groupe Avenir Ressource
Groupe-conseil en développement de l'habitation
Groupe du Mois du patrimoine asiatique
Héritage Montréal
Institut interculturel de Montréal
Institut national de la recherche scientifique – Culture et société
L'Auguste Théâtre
La Maisonnée
Ligue des Noirs
Maison d'Haïti
Maison de l'Inde
Maison Flora Tristan
Maison secours aux femmes
Ministère de l'Éducation
Ministère de la Culture et des Communications
Ministère de la Métropole
Ministère de la Sécurité du revenu
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction régionale de Montréal
Ministère du Conseil exécutif
Mouvement action-chômage
Multi-écoute
Musée Pointe-à-Callière
Nature-Action Québec
Nous Tous un Soleil
Office municipal d'habitation de Montréal
Organisation latino-américaine de développement économique
Patrimoine canadien
Perspectives XXI inc.
PRISME
Protecteur du citoyen

Régie régionale de Montréal-Centre, Direction santé publique
 Regroupement des garderies du Montréal métropolitain
 Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement
 Secrétariat au développement des régions
 Service à la famille chinoise
 Service d'aide aux réfugiés immigrants du Montréal métropolitain
 Service d'aide aux néo-Québécois et immigrants inc.
 Service d'aide et de liaison pour immigrants
 Service de consultation EMB
 Service de Police – CUM
 Services-conseils en management interculturel
 Services correctionnels du Québec
 Société d'aide aux immigrants du Moyen-Orient
 Société de recherche en orientation humaine
 SURMESURE inc.
 Syndicat canadien de la fonction publique
 Syndicat des enseignants et des enseignantes de Le Royer
 Tandem Montréal
 Union des écrivaines et écrivains du Québec
 United Center
 Universalia
 Université de Montréal
 Université du Québec à Montréal – Département du Droit
 Ville de Montréal
 Ville de Montréal-Nord
 Ville de Montréal, Service de la propreté
 Ville de Montréal, Service des sports, loisirs et développement
 Ville de Montréal, Service sécurité du revenu
 Ville de Lachine
 Vues d'Afrique

Région de l'Outaouais (07)

ACDI, Hull
 Accueil-Parrainage Outaouais
 Agence aux nids des petits
 Association des femmes immigrantes de l'Outaouais
 CCEMI, Ottawa
 Carrefour Jeunesse-Emploi de l'Outaouais
 Cégep de Hull
 Centraide – Outaouais
 Centre administration commerce et secrétariat
 Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale – Outaouais
 Centre de promotion artistique de l'Outaouais
 Centre interculturel de l'Outaouais
 Centre nouvel horizon
 Centres jeunesse Outaouais
 Chambre de commerce et d'industrie de l'Outaouais
 CLSC des Draveurs
 CLSC de Hull

Collège de l'Outaouais
 Commission scolaire d'Aylmer
 Commission scolaire des Draveurs
 Commission scolaire de Outaouais-Hull
 Commission scolaire Vallée-de-la-Lièvre
 Conseil du statut de la femme
 Conseil interculturel de l'Outaouais
 Conseil régional de la culture de l'Outaouais
 Conseil régional des loisirs de l'Outaouais
 École de la Sablonnière
 École primaire Le Coteau
 École primaire Saint-Rosaire
 École Saint-René-Goupil
 Espace Outaouais
 Importation Ekobena condiments marins
 Laboratoire IASCHEM inc.
 Les entreprises Michel Charette
 Les Petits Copains
 Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
 Ministère de l'Éducation, Hull
 Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration – Direction régionale de l'Outaouais
 Ministère du Patrimoine canadien, Multiculturalisme
 Mouvement impératif français
 Pointe-aux-Jeunes
 Polyvalente Le Carrefour
 Radio-Canada international
 Régie régionale de l'Outaouais
 Service Intégration Travail Outaouais
 Société de diversification économique de Hull
 Société Radio-Canada, Hull
 Société Radio-Canada, Ottawa
 Société québécoise de la main-d'œuvre, Hull
 Sûreté du Québec, Hull
 Sûreté municipale de Hull
 Université du Québec à Hull
 Ville de Gatineau
 Ville de Hull

Région de l'Abitibi-Témiscamingue (08)

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue
 Centre ressources-jeunesse
 Collège de l'Abitibi-Témiscamingue
 Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue
 Évêché de Rouyn-Noranda
 Ferme de la petite rivière enr.
 Groupe de communication PAT
 La Frontière
 Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
 Ministère de l'Éducation, Rouyn-Noranda
 Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration – Direction régionale de l'Outaouais

Ministère de l'Environnement et de la Faune
Rouanda-Express
Secrétariat au développement des régions
Société de développement du Témiscamingue
Société québécoise de développement de la main-
d'œuvre Abitibi-Témiscamingue
Université du Québec, Abitibi-Témiscamingue

Région de la Gaspésie (11)

Chambre de commerce de la Gaspésie et des Îles
CHAU-TVA – Carleton
CIEU-FM
CLSC Chaleurs
Communication-Québec, Gaspé
Communication-Québec, Rivière-au-Renard
Conseil régional de concertation et de développement
Fabrique paroissiale
Guide de Pabok
Journal Chaleur
Journal Le Soleil – Carleton
Ministère de la Culture et des Communications
Ministère de la Sécurité du revenu
Ministère des Transports, Direction régionale
Gaspésie-Les Îles
Municipalité régionale de Bonaventure
Municipalité régionale de comté d'Avignon
Municipalité régionale de comté des Îles-de-la-
Madeleine
Ralliement gaspésien et madelinot
Ressources naturelles Québec
Secrétariat au développement des régions
Société Radio-Canada – Maria
Union des producteurs agricoles – Gaspésie-Îles

Région de la Chaudière-Appalaches (12)

Centre de technologie minérale et de plasturgie
Conseil régional de concertation et de développement
– Montmagny
CRE Chaudière-Appalaches
Municipalité régionale du comté de Bellechasse
Municipalité Sainte-Claire

Région de Laval (13)

Alyte Partners International
Association artistique et culturelle Art
Association de diffusion des artistes multi-
disciplinaires
Association des commissions scolaires de Laval
Association des Marocains résidant au Canada
Association hispanique de Laval
Association midi-quarante inc.
Bureau consultation jeunesse de Laval
Bureau de comté Fabre
Bureau du député Lyse Leduc, Mille-Îles
Carrefour d'intercultures

Centre communautaire arménien de Laval
Centre d'emploi du Canada
Centre de recherche d'emploi Laval
Centre des femmes de Laval
Centre du Sablon
Centre jeunesse de Laval
Centre lavallois de développement de l'emploi
Centre social des Haïtiens de Laval
Centre Travail-Québec, Laval-Ouest
CLSC des Mille-Îles
CLSC du Marigot
CLSC Norman-Béthune
CLSC Ste-Rose
Commission scolaire Laureval
Commission scolaire des Mille-Îles
Commission scolaire Les Écores
École de couture Cécilia
École St-Norbert
École secondaire Rive-Nord
ÉDUCATEC
Église catholique orientale
Fédération des femmes helléniques de Laval –
ELECTRA
Groupe communautaire du Maroc
Hebdo Laval
Hydro-Québec, Laval
Institut d'intervention et d'orientation en
discrimination raciale
Le groupe nature et patrimoine inc.
Les passionnés des arts visuels
Mesures alternatives jeunesse de Laval
Ministère de la Sécurité du revenu – Bureau régional,
Laval
Ministère des Relations avec les citoyens et de
l'Immigration, Direction régionale de Laval
Office municipal d'habitation de Laval
Option travail inc.
Orchestre symphonique des jeunes de Laval
Palais de justice de Laval
Place des aînés
Police de Laval
Régie régionale de la santé et des services sociaux,
Laval
Resotique int'l
Secrétariat au développement régional, Laval
Société québécoise de développement de la main-
d'œuvre, Laval
Société littéraire de Laval
Syndicat des enseignants et enseignantes
Table de concertation en condition féminine
Théâtre d'art lyrique de Laval
Ville de Laval
Virage Chomedey

Région de Lanaudière (14)

Carrefour jeunesse emploi de d'Autray-Jo
Cégep Joliette-De Lanaudière
Centre Lanaudière d'emplois pour femmes
Centre Les Castors
CLSC Montcalm
CLSC Matawinie
Commission des droits de la personne du Québec
Commission scolaire Berthier-Nord-Joliette
Communication-Québec
Confédération des syndicats nationaux, Joliette
Conseil de bande Manawan
Conseil régional de développement de Lanaudière
Conseil régional de la culture
CRÉDIL
Fédération UPA Lanaudière
Institut Esther-Blondin
Le groupe DBSF
Maison de la famille Berthier
Ministère de la Sécurité publique
Ministère des Relations avec les citoyens et de
l'Immigration, Direction régionale de Laval
Municipalité de Saint-Alexis
Municipalité de Saint-Jacques
Municipalité Saint-Roch-de-l'Achigan
Régie régionale de la santé et des services sociaux,
Joliette
Secrétariat au développement régional de Lanaudière
Sécurité du revenu, Repentigny
Sécurité du revenu, Sainte-Julienne
Sécurité du revenu, Terrebonne
Société de financement agricole
Société québécoise de développement de la main-
d'œuvre, Joliette
Ville de Joliette

Région des Laurentides (15)

Bureau du député de Groulx
Cégep de Saint-Jérôme
Centre d'étude et de formation professionnelle
Centre de recherche d'emploi, Laval, Lanaudière
Centre Travail-Québec – Saint-Jérôme
CLSC Arthur-Buies
COFFRET
Commission des droits de la personne et des droits de
la jeunesse – Saint-Jérôme
Commission scolaire de Saint-Jérôme – Service de
l'éducation aux adultes
Corporation de développement des Laurentides
CRELLL – Saint-Jérôme
Gendarmerie royale du Canada
Mairie de Saint-Jérôme
Maison Blanche
Ministère des Relations avec les citoyens et de
l'Immigration, Direction régionale de Laval-
Lanaudière-Laurentides

Police municipale de Saint-Jérôme
Services correctionnels Canada
Société québécoise de développement de la main-
d'œuvre – Saint-Jérôme
Société nationale des Québécois
Technilab inc.

Région de la Montérégie (16)

Alliance des professeurs
Association des droits des minorités du Grand
Châteauguay
Association des femmes vietnamiennes
Banque Nationale du Canada
Bibliothèque municipale de Brossard
Café-Vision Multiculturel
Canasia
Carrefour Jeunesse, Longueuil
Carrefour Le Moutier
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
Centre d'hébergement pour femmes violentées
Centre d'accueil Champlain
Centre d'éducation interculturelle et de compréhension
internationale – Montérégie
Centre Sino-Québec de la Rive-Sud
Centre Travail-Québec, Brossard
Centre Travail-Québec, Longueuil-Est
Centres Jeunesse de la Montérégie
CLSC Samuel-de-Champlain
Club de recherche d'emploi de Granby
Com'femme
Commission scolaire South Shore
Conseil de la culture de la Montérégie
Conseil du statut de la femme
École La Sittelle
École nationale d'aérotechnique
École polyvalente P.- G. Ostiguy
Figescor international inc.
Gestion Carrière
Hydro-Québec, Marché industriel, Saint-Bruno
Maison de quartier Désormeaux
Maison internationale de la Rive-Sud
Ministère de l'Éducation, Direction régionale de la
Montérégie
Ministère de la Culture et des Communications,
Direction régionale de la Montérégie
Ministère des Affaires municipales
Ministère des Relations avec les citoyens et de
l'Immigration, Direction régionale de la Montérégie
Ministère du développement régional
Mosaïque
Pavillon Marguerite-de-Champlain
Re-partir
Régie régionale de la santé et des services sociaux
Ressources humaines Canada
Revue Exportation Québec
Secrétariat à la métropole

Secrétariat au développement des régions
Service à la famille chinoise
Service de promotion humaine, Saint-Jean- de-
Longueuil
Service et formation aux immigrants en Montérégie
Service multiculturel Montérégie
Service de police de Brossard
Service de police de Longueuil
Société de développement économique de Longueuil
Société de développement économique régional
Granby-Bromont
Société montérégienne de développement
Société de l'assurance automobile du Québec
Table de concertation, Partenaires pour l'emploi de la
Rive-Sud
Union des Haïtiens du Québec de la Rive-Sud
Ville de Boucherville, Commissariat au développement
économique
Ville de Brossard, Service des loisirs et du
développement communautaire
Ville de Longueuil, Bureau du commissaire général
au développement
Ville de Longueuil, Service de police
Ville de Saint-Hubert, Service du loisir et de la vie
communautaire
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Annexe B

Liste des organismes ayant déposé un mémoire

Alliance-Québec
Association des enseignants haïtiens du Québec
Association des universitaires français de la région de Québec
Association pour l'éducation interculturelle du Québec
Centrale des enseignants du Québec
Centre culturel islamique de Québec
Centre de langues patrimoniales du Centre d'études ethniques de l'Université de Montréal
Centre de promotion artistique de l'Outaouais
Centre de psychologie préventive et de développement humain g.s.m. inc.
Centre de solidarité internationale du Saguenay Lac-Saint-Jean
Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale (CEICI)
Centre justice et foi
Chaire d'enseignement et de recherche interethniques et interculturels (CERII)
Coffret (Le) – MRC Rivière-du-Nord, région des Laurentides
Commission des écoles catholiques de Montréal
Commission scolaire South Shore
Communauté urbaine de Montréal
Coalition des Congrès juif canadien, région du Québec, Congrès hellénique du Québec, Congrès national des Italo-Canadiens, région du Québec
Congrès national luso-canadien
Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Conseil du statut de la femme
Conseil interculturel de l'Outaouais
Conseil régional de développement de l'île de Montréal
Conseil scolaire de l'île de Montréal
CRDC du Bas-Saint-Laurent (Institut de développement Nord-Sud, Société d'aide au développement de la collectivité du Kamouraska, Société de développement du Kamouraska)
Institut haïtien de recherche et d'études sociales
Institut interculturel de Montréal
Ligue des Noirs du Québec
Maison d'Afrique
Mouvement pour une école moderne (MEMO)
Nous Tous un Soleil
Québec Multi-plus
Service d'aide aux néo-Québécois et immigrants
Service Intégration Travail Outaouais
Société nationale des Québécois et des Québécoises de la Capitale
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

Société Saint-Jean-Baptiste du Centre du Québec
Ville de Laval
Ville de Québec
Ville de Montréal

À titre personnel
M. Louis Balthazar
M. Henri-Paul Bolap
M. Yves Chartrand
M. Albert Doutreloux
M. Nocban Jules
Mme Anh-Nguyet Luu
M. Sadrouline Pirbay
Mme Thu-Hà Tô

Annexe C

Liste des publications du Conseil

Avis du Conseil

- Avis sur un *Québec pour tous ses citoyens : les défis actuels d'une démocratie pluraliste* – février 1997.
- Avis sur *l'immigration et les régions du Québec : une expérience à revoir et à enrichir* – février 1997.
- Avis sur *la situation des hommes d'origine haïtienne de la région de Montréal – Synthèse et recommandations* – 1995.
- Avis sur *la capacité du Québec d'accueillir de nouveaux immigrants en 1995, 1996 et 1997* – 2 mai 1994.
- Avis sur *l'immigration et le marché du travail, quelques mesures pour favoriser l'intégration des nouveaux travailleurs immigrants* – 29 juin 1993.
- Avis sur *la gestion des conflits de normes par les organisations dans le contexte pluraliste de la société québécoise, principes de fond et de procédure pour guider la recherche d'accommodements raisonnables* – 29 juin 1993.
- Avis sur *l'alphabétisation chez les immigrants et les membres des communautés culturelles* – 5 décembre 1991.
- Avis sur *le logement et les communautés culturelles* – 8 juin 1991.
- Avis sur *l'Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration et le niveau d'immigration pour les années 1992 à 1994* – 7 juin 1991.
- Avis sur *l'immigration, les communautés culturelles et l'avenir du Québec* – 6 décembre 1990.
- Avis sur *les nouvelles présences d'artistes : vers une meilleure insertion sociale des créateurs des communautés culturelles en arts visuels* – 22 février 1990.
- Avis sur *l'adoption internationale* – 10 octobre 1989.
- Avis pour une *Semaine interculturelle nationale* – 9 juin 1989.
- Avis sur *le financement des médias ethniques* – 11 mai 1989.
- Avis sur *la régionalisation de l'immigration : quelques arpents de neige... à partager* – 17 novembre 1988.
- Avis sur *l'accessibilité des membres des communautés culturelles aux services de santé et aux services sociaux* – 10 juin 1988.
- Avis sur *l'impact du parrainage sur les conditions de vie des femmes de la catégorie de la famille* – 10 juin 1988.
- Avis sur *la valorisation du pluralisme culturel dans les manuels scolaires* – 10 juin 1988.
- Avis sur *les programmes d'accès à l'égalité en emploi à l'intention des communautés culturelles, jalon pour une société harmonieuse* – 18 février 1988.

Rapports de consultations

- *Bâtir ensemble notre devenir. Un projet singulier d'un Québec pluriel.* Document de consultation – avril 1996
- Synthèse de la Consultation sur l'accessibilité des services sociaux et de santé aux communautés culturelles – septembre 1987.
- Synthèse des *mémoires et des présentations de la Consultation du Conseil sur les communautés culturelles et les communications* – décembre 1986.

Mémoires

- Mémoire sur *la réforme de la sécurité du revenu – Un parcours vers l'insertion, la formation et l'emploi* – février 1997
- Mémoire sur le projet de loi n° 92 – *Loi sur la Commission de développement de la métropole* – février 1997.
- Mémoire présenté à la Commission de la culture sur l'avenir de Radio-Québec – novembre 1995.
- *L'éducation dans un Québec moderne et pluraliste* – septembre 1995.
- Mémoire relatif à *l'Énoncé de politique sur le développement de la main-d'œuvre*, présenté à la Commission parlementaire des affaires sociales – février 1992.

- Mémoire sur *la proposition culturelle du Québec : une politique de la culture et des arts*, présenté à la Commission parlementaire sur l'Énoncé de politique en matière de culture – octobre 1991.
- Mémoire sur *la situation, les réalités et les actions préventives relatives aux jeunes des communautés culturelles et des minorités visibles*, présenté au Groupe de travail pour les jeunes, du ministre de la Santé et des Services sociaux – juin 1991.
- Mémoire sur *l'examen du mandat, des orientations, des activités et de la gestion du Protecteur du citoyen : éléments pour le développement des liens avec les communautés culturelles du Québec*, présenté à la Commission des institutions – janvier 1991.
- Mémoire sur *l'étude de l'opportunité de maintenir en vigueur ou, le cas échéant, de modifier la Loi sur la fonction publique : divers aspects relatifs à la représentation des communautés culturelles dans la fonction publique québécoise*, présenté à la Commission parlementaire du budget et de l'administration de l'Assemblée nationale du Québec – 23 octobre 1990.
- Mémoire sur *l'énoncé de politique de soutien à l'industrie culturelle de la Ville de Montréal*, présenté à la Commission permanente du développement culturel – 30 août 1990.
- Mémoire sur *l'avant-projet de loi, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives : Le personnel domestique : les conditions de travail et la protection législative*, présenté à la Commission des affaires sociales – 19 janvier 1990.
- Mémoire sur *les relations entre la police et les minorités ethniques et visibles*, présenté au Comité d'enquête sur les relations entre les corps policiers et les minorités ethniques et visibles de la Commission des droits de la personne – 12 avril 1988. Addendum au mémoire – 15 juin 1988.
- Mémoire sur *le projet de loi 21 et le règlement sur l'adoption internationale*, présenté à la Commission parlementaire des affaires sociales – 13 mai 1987.
- *L'entrepreneurship ethnique et les gens d'affaires immigrants* – février 1995.
- *La situation des hommes d'origine haïtienne de la région de Montréal* – février 1995.
- *Gérer la diversité dans un Québec francophone, démocratique et pluraliste* – décembre 1993.
- *L'immigration et le marché du travail, un état de la question* – mars 1993.
- *Le logement et les communautés culturelles, analyse de la situation* – juin 1992.
- *L'alphabétisation chez les immigrants et les membres des communautés culturelles*, analyse de la situation, par Benvenuto Fugazzi et Vincent Ross – 13 février 1992.
- *Démographie, immigration et communautés culturelles au Québec depuis 1871* – recueil de statistiques par Jean-François Manègre et Marie-José Raymond – édition 1993.
- *Les revendicateurs du statut de réfugié au Québec*, par Yolande Frenette – avril 1991.
- *Le rendement scolaire des élèves des communautés culturelles, bibliographie commentée*, par Jean-François Manègre et Louise Blouin – avril 1990.
- *La visibilité des artistes des communautés culturelles, compte rendu des entrevues réalisées auprès d'un groupe d'artistes en arts visuels*, par Hoa Nguyen – septembre 1989.
- *L'immigration et l'opinion publique*, par Jean-François Manègre et Sylvie Girard – septembre 1988.
- *L'immigration familiale et la femme parrainée*, par Aleyda Lamotte – mai 1988.
- *La condition des femmes parrainées, analyse des entrevues réalisées auprès des femmes parrainées*, par Hoa Nguyen – février 1988.
- *Profil des entrepreneurs-immigrants établis au Québec en 1983 et 1984. Synthèse d'une étude réalisée pour le compte du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec par la firme COJPEL*, par Josée Lamoureux – janvier 1988.
- *Les suspensions de parrainage, analyse statistique* par Hoa Nguyen, en collaboration avec Aleyda Lamotte – août 1987.
- *Le parrainage et la réunification de la famille, bibliographie annotée*, par Yolande Rangel et Hoa Nguyen – mai 1987.
- *Les femmes immigrées et le parrainage dans le cadre de la catégorie de la famille, synthèse d'entrevues réalisées auprès des organismes communautaires*, par Aleyda Lamotte – mai 1987.

Études et recherches

- *L'intégration des familles immigrantes au Québec* – synthèse et recommandations présentées au Conseil de la famille – septembre 1995.
- *Créer des liens familiaux de convivialité – une réflexion conjointe sur les familles, l'immigration et les communautés culturelles* – mai 1995.

Colloques et séminaires

- *Rapport-synthèse sur le rôle et la place des religions à l'école* – octobre 1993.
- *Séminaire sur l'intégration des immigrants dans un Québec francophone, démocratique et pluraliste, transcription des contributions de réflexion et des échanges entre les participants* – juillet 1993.
- *Rapport-synthèse de la Table ronde des jeunes des communautés culturelles : Identité et intégration* – août 1991.
- *Table ronde sur l'immigration, synthèse des discussions* – 23 février 1987.
- *Colloque sur les médias du Québec : un monde «tricoté serré», résumé des interventions* – 30 janvier 1987.

Autres documents

- *L'immigration et les régions du Québec. Un potentiel à développer* – 65^e congrès de l'ACFAS – 13 mai 1997.
- *Des emplois venus d'ailleurs* – 13^e colloque de la fondation de l'entrepreneurship – 7 février 1996.
- *Guide pour l'organisation d'une semaine interculturelle nationale – ordres primaire et secondaire* – mars 1991.
- *Guide pour l'organisation d'une semaine interculturelle nationale – collèges d'enseignement général et professionnel* – mars 1991.
- *Comité consultatif des communautés culturelles en milieu scolaire : un défi pour l'école* (brochure d'information à l'intention des commissions scolaires) – avril 1989.
- *Table municipale de concertation des communautés culturelles – guide à l'intention des municipalités*, préparé par le Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, en collaboration avec l'Union des municipalités du Québec – mai 1988.

Rapports annuels du Conseil

- Exercice 1996-1997
- Exercice 1995-1996
- Exercice 1994-1995
- Exercice 1993-1994
- Exercice 1992-1993
- Exercice 1991-1992
- Exercice 1990-1991
- Exercice 1989-1990

- Exercice 1988-1989
- Exercice 1987-1988
- Exercice 1986-1987
- Exercice 1985-1986

Publications à venir

- Plusieurs recherches et études sont en cours. Des rapports et des avis sont en préparation. Certains de ces documents seront rendus publics dans les semaines à venir.

Note

- Les personnes intéressées à obtenir un exemplaire des documents publiés par le Conseil peuvent en faire la demande en communiquant avec son secrétariat.

Le Conseil des relations interculturelles :

770, rue Sherbrooke Ouest
Bureau 8.18
Montréal (Québec)
H3A 1G1

Téléphone : (514) 873-8501
Télécopieur : (514) 873-3469

Composition typographie : Mono-Lino inc.

Achévé d'imprimer en décembre 1997
sur les Presses de l'Imprimerie Laurentide
à Lorraineville (Québec)